

Initiatives ministérielles

duction alimentaire à des entreprises sur lesquelles nous exerçons si peu de contrôle?

Rien ne prouve que les multinationales qui jouent un rôle actif au sein de l'industrie des céréales, des produits chimiques et des pesticides, ont à coeur les intérêts de la population canadienne. En fait, tout semble indiquer—et nous atteindrons bientôt la limite—que l'on se sert même de gènes humains dans certaines variétés végétales et animales.

Ce matin, certains députés conservateurs ont cherché à savoir s'il y avait du vrai dans tout cela. Si quelqu'un pense, d'un côté ou de l'autre de la Chambre, que les sociétés ne seront pas capables d'introduire chez nous, dans notre industrie agricole, des céréales, des oléagineux et d'autres plants qui seront exclusivement résistants à leurs produits chimiques—engrais, insecticides ou herbicides—il connaît mal la mentalité, la façon de penser et l'imagination, si vous voulez, qu'on trouve dans les laboratoires qui fabriquent les insecticides, les obtentions végétales et les engrais au Canada.

Je voudrais parler de certaines organisations. Ce matin, l'un des députés d'en face a commenté de façon désobligeante les remarques d'un certain M. Mooney. Ce monsieur parlait au nom de plusieurs organisations. Je voudrais seulement donner le nom de quelques-unes de ces organisations, car le député prétendait que cette personne parlait en son nom personnel. Voici au nom de qui il parlait.

Il parlait au nom du Syndicat national des cultivateurs, de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, de l'Association canadienne du droit de l'environnement, du Congrès du travail du Canada, du Council of Canadians, de l'Ecology Action Centre, des Amis de la Terre, des Friends of the Rainforest, de GATT-Fly, d'Inter Pares, du Conseil manitobain pour la coopération internationale, du projet Marquis, du Mouvement Agriculture biologique du Québec, des Projets d'agriculture biologique du collège MacDonald de l'université McGill, de One Sky, d'Oxfam-Canada, du Saskatchewan Council for International Cooperation, de Ten Days for World Development, de l'Église unie du Canada, de la Wild West Organic Harvest Co-op and World Interaction.

Je partage les inquiétudes de ces gens. Merci de votre attention, madame la Présidente.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Madame la Présidente, je m'y connais fort peu en matière de protection des obtentions végétales, tout comme mon collègue ne connaît rien aux lamproies. Ainsi, nous sommes sur un pied d'égalité.

Je suis certes heureux d'avoir passé 20 minutes dans cette enceinte à écouter son discours, car j'ai beaucoup appris. Je pense que c'est également le cas de nos vis-à-vis. Mon collègue est extrêmement convaincant et persuasif. Je me demande simplement pourquoi nous sommes les seuls à nous opposer à ce projet de loi et nous n'avons pas l'appui des libéraux. Cela nous rappelle la TPS.

Pour quelles raisons le gouvernement présente-t-il ce projet de loi? Pourquoi les ministériels sont-ils en faveur de cette mesure? En quelques mots, pouvez-vous nous donner ces raisons?

M. Fisher: Madame la Présidente, la réponse est plutôt évidente. Nous en revenons à la même motivation qui est derrière toutes les initiatives du gouvernement: la privatisation. Une bonne partie du développement, dans le monde entier, par les Canadiens est exemplaire dans bien des domaines.

• (1600)

Si je me suis tant éloigné de l'agriculture, c'est pour bien souligner la contribution des Canadiens, parfois plus précisément dans notre propre société, dans le cas de certaines petites compagnies d'aviation dont je n'ai pas parlé. Nous les avons tout simplement cédées pour une bouchée de pain, après avoir investi d'énormes sommes. Il s'agit de privatiser. Le gouvernement ne peut accepter que le secteur public réussisse au Canada aussi bien qu'il le fait, notamment, dans la production de récoltes agricoles.

Je ne sais vraiment pas pourquoi le gouvernement ne peut supporter cela, sauf qu'il envisage probablement la possibilité de faire des profits, car il est évident qu'une fois le projet de loi adopté, le profit deviendra le moteur qui accélérera la culture de produits agricoles du Canada. Le fait qu'Agriculture Canada recevra 60 p. 100 des redevances sur les récoltes qu'il produit ne compensera jamais la dévastation qui va se produire à la suite de cette déréglementation. Voilà une autre raison pour laquelle le